



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique industrielle

Question au Gouvernement n° 3860

Texte de la question

PRODUCTION INDUSTRIELLE FRANÇAISE

M. le président. La parole est à M. André Gerin, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. André Gerin. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse au Premier ministre. Tout le monde semble se rallier à la nécessité de produire français, ce que les communistes défendent depuis longtemps, mais comment s'y prendre si nous ne voulons pas que ce soit seulement du vent électoral ? Lejaby est aujourd'hui vendu à 1 euro symbolique à un fonds de pension qui impose la dictature du moindre coût dans une concurrence déloyale. C'est inacceptable.

Autre exemple d'une production française menacée, le PVC produit par le groupe Arkema, que l'on veut abandonner à un fonds de pension américain, Klesch, implanté en Suisse et en Angleterre. On nous dit que c'est un grand industriel de l'aluminium et du raffinage. Or tout cela est faux. En 2007, ce groupe a racheté pour un prix dérisoire une usine d'aluminium performante, ZALCO, en Hollande. Aujourd'hui, cette fonderie est fermée. Cela s'appelle plutôt un démolisseur industriel.

Monsieur le Premier ministre, j'ai trois propositions à vous faire, dans un esprit républicain (*" Très bien ! " sur plusieurs bancs du groupe UMP*), mais je voudrais d'abord vous montrer un produit PVC *made in France* produit à Arkema.

Voici mes propositions : premièrement, obtenir d'Arkema, dirigé par M. Thierry Le Hénaff, la suspension du projet de cession du PVC ; deuxièmement,...

M. le président. Je crois, monsieur Gerin, que M. le ministre de l'industrie a bien compris votre question.

La parole est à M. le ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.

M. André Gerin. Je n'ai pas fini ma question !

M. François-Michel Gonnot. La règle est la même pour tout le monde !

M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique*. En matière industrielle, monsieur Gerin, si l'on avait un regard objectif, on devrait voir que la situation actuelle présente à la fois des forces et des faiblesses. (*" Assis, monsieur Gerin ! " sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Vous avez parlé de plusieurs restructurations. Disons aussi que, pour la première fois depuis vingt-cinq ans, notre pays a cessé de détruire de l'emploi industriel et que nous venons même d'en créer légèrement.

(*Exclamations sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Plusieurs députés du groupe UMP. Assis, monsieur Gerin !

M. Éric Besson, *ministre*. Un certain nombre de politiques - suppression de la taxe professionnelle, triplement du crédit d'impôt recherche, pôles de compétitivité, fonds stratégique d'investissement, investissement d'avenir - sont en train de porter leurs fruits, mais l'innovation, vous le savez, n'est pas une tige sur laquelle vous pouvez tirer pour qu'elle pousse plus vite.

Pour ce qui concerne Lejaby, c'est le tribunal de commerce qui a tranché et qui a décidé de donner la société au groupe qui protégeait le plus les emplois. Nous allons nous mobiliser sur Yssingeaux pour engager une réindustrialisation.

Pour ce qui concerne Arkema, auquel vous êtes attaché, c'est effectivement le groupe Klesch qui va racheter les activités vinyliques. C'est un groupe familial américain, qui a des titres de noblesse dans un certain nombre de secteurs,...

M. André Gerin. Non !

Plusieurs députés du groupe UMP. Assis !

M. Éric Besson, *ministre*. ...qui va investir dans ces activités, complémentaires de ce qu'il fait actuellement...

Plusieurs députés du groupe GDR. Non !

M. Éric Besson, *ministre*. ...et qui s'est engagé à conserver des contrats de travail pour l'ancienneté et la rémunération.

M. André Gerin. Non !

M. le président. Asseyez-vous, monsieur Gerin !

M. Éric Besson, *ministre*. Le Gouvernement sera extrêmement vigilant. Le secteur de la chimie est un secteur clé qui emploie 170 000 personnes. C'est la raison pour laquelle nous avons mobilisé tous les moyens que je viens d'évoquer. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. André Gerin. Ce n'est pas vrai ! C'est un mensonge !

M. le président. Monsieur Gerin, je vous en prie, asseyez-vous !

Données clés

Auteur : [M. André Gerin](#)

Circonscription : Rhône (14^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3860

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Industrie, énergie et économie numérique

Ministère attributaire : Industrie, énergie et économie numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 janvier 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 25 janvier 2012